

*Eldorado Nucléaire Limitée*

**M. Cassidy:** Je voudrais demander à mon ami, le député d'Essex—Windsor (M. Langdon), de nous parler de ce qu'est, d'après lui, la politique du gouvernement en matière de privatisation. Hier le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), qui préside le comité permanent des finances et des affaires économiques, a assuré à la Chambre qu'Air Canada n'était pas à vendre. Aujourd'hui nous apprenons le contraire. Hier Petro-Canada n'était pas à vendre, mais peut-être que demain elle le sera. Hier, même si Eldorado devait être privatisée, on nous a dit que Radio-Canada n'était pas à vendre. Cette société, qui va construire un nouveau siège social immense et magnifique à Toronto, sera peut-être à vendre demain. Pour l'amour du ciel, que se passe-t-il? Je demande à mon ami, le député d'Essex—Windsor, s'il peut expliquer—étant donné que le gouvernement ne peut ou ne veut pas le faire—si les Canadiens bénéficieraient d'un investissement social ou si tout ira au secteur privé, quelles que soient les incidences sur les contribuables et sur le service offert aux Canadiens?

**M. Langdon:** Il est très difficile d'expliquer la logique des conservateurs par rapport à la politique en matière de privatisation. La logique est tout simplement absente. Le gouvernement a effectué un revirement complet et brisé ses promesses. La stratégie qu'il a évoquée hier est totalement différente aujourd'hui. Je dois dire que cela cadre avec le manque de direction et de cohésion qui a marqué le gouvernement durant les quatre années, pratiquement, qu'il a passées au pouvoir.

La seule explication possible à cet épouvantable manque de leadership, à cette incapacité de s'expliquer auprès de la population, tient au fait que le gouvernement est incompetent, qu'il ne sait toujours pas sur quel pied danser et que, par conséquent, madame la Présidente, il a perdu à tout jamais la chance de se faire réélire.

**M. Schellenberger:** J'aurais une question à poser, madame la Présidente. Mes électeurs sont nettement en faveur du projet annoncé aujourd'hui de privatiser une partie d'Air Canada.

**M. Cassidy:** Comment le savez-vous?

**M. Schellenberger:** Je les consulte constamment, chose que le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) ne fait sans doute pas très souvent.

**M. Cassidy:** Je vois mes électeurs tous les jours.

**M. Schellenberger:** Je voudrais que le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) explique, s'il le peut, aux Canadiens et à mes électeurs la politique de son parti qui consiste à nationaliser les banques canadiennes.

**M. Langdon:** Il m'intéresse beaucoup d'apprendre que les électeurs du député sont en faveur de vendre Air Canada. Les données de sondage les plus récentes sur cette question ont été publiées dans l'édition du 5 mars 1988 du *Globe and Mail*. On y apprend que dans toutes les régions du Canada, la tendance est en faveur de garder Air Canada au sein du secteur public.

• (1550)

Nous aurions ainsi la certitude que l'une de nos sociétés aériennes assurerait le service d'un bout à l'autre du Canada, qu'elle desservirait les régions éloignées et procurerait des services réguliers aux localités dont le nombre ne les justifie pas nécessairement.

Je signale au député que parmi les répondants d'allégeance conservatrice, 43 p. 100 se sont prononcés contre l'idée de vendre Air Canada alors que 42 p. 100 étaient pour. La ridicule initiative prise aujourd'hui ne trouve pas d'appuis même au sein de son propre parti.

Le député n'ignore certes pas que notre programme est établi lors de congrès. Nous ne nous sommes jamais engagés à nationaliser toutes les banques du pays. Nous ne l'avons pas fait, et je l'affirme à titre d'ancien président au programme de mon parti, en grande partie responsable de l'évolution du programme lors des congrès tenus au cours des années 70 et 80. Nous n'avons jamais adopté de politique tendant à nationaliser les banques.

Nous avons adopté une résolution prévoyant la nationalisation d'une banque en particulier, mesure qui se justifiait à l'époque afin de resserrer le contrôle sur la politique financière et monétaire du Canada, étant donné que le gouvernement précédent venait, par la Loi sur les banques, de relâcher sensiblement ce contrôle. Je n'ai pas à excuser une solution aussi pragmatique et aussi sensée pour remplacer une mesure stupide du gouvernement précédent.

**M. James:** Madame la Présidente, permettez-moi un bref commentaire. Le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) a accusé plusieurs fois le gouvernement de ne pas avoir exposé ses objectifs en matière de privatisation. Je lui rappelle donc certains passages des discours de l'ex-ministre à la privatisation qui a exposé, le 6 mai 1987, les cinq grands objectifs justifiant toute mesure de privatisation aux yeux du gouvernement.

Le premier concerne l'évolution qu'a subie l'environnement économique des sociétés d'État. Les objectifs à l'origine de leur création ne tiennent plus aujourd'hui. Certaines sociétés d'État ont vu le jour aux termes d'une politique publique dont les objectifs ont perdu maintenant leur raison d'être. On l'a bien expliqué dans le cas d'Air Canada et de la société Eldorado Limitée.

Il faut bien comprendre également que les gouvernements ont d'autres recours que la fiscalité et la réglementation des dépenses en matière de politique publique. Qu'ils doivent tenir compte de l'efficacité des sociétés d'État, et le parti du député semble reconnaître que les mesures de privatisation prises dernièrement au Manitoba ont donné de bons résultats.

Les preuves démontrent à l'évidence que bien des sociétés d'État ne desservent pas leurs clients aussi bien que le secteur privé. Nous devons voir si, au contraire, elles le font. C'est en soi un objectif.